

**Libye - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 19 avril 2017)

Madame la Présidente,

Je remercie le représentant spécial, Martin Kobler, pour son intervention très éclairante, pour son engagement inlassable et pour le rapport du Secrétaire général des Nations unies sur les activités de la MANUL. J'aborderai pour ma part la situation sécuritaire, politique et économique en Libye, que nous jugeons inquiétante, et proposerai quelques axes d'actions possibles vers lesquels je crois que nous convergeons collectivement et que nous devons mettre en oeuvre de toute urgence.

Du point de vue sécuritaire d'abord, nous sommes particulièrement préoccupés par les développements en cours au Sud du pays, alors que des avancées majeures avaient été relevées : à Tripoli, le gouvernement d'entente nationale a contribué à l'adoption d'un cessez-le-feu globalement respecté, et il met en place des institutions sécuritaires, parmi lesquelles la Garde présidentielle, que la France contribue à former. Ces efforts, en lien avec les Nations unies et l'Union européenne, sont essentiels pour protéger les institutions et la population. Les forces libyennes ont par ailleurs réalisé des avancées significatives dans la lutte contre le terrorisme, à Syrte et à Benghazi notamment.

En contrepoint, depuis plusieurs semaines, les combats entre des groupes armés libyens, qui se battent entre eux au lieu de s'unir contre le terrorisme, confirment la tentation dangereuse du recours à la solution militaire. Les coups de force ne mènent qu'à l'impasse politique et au chaos sécuritaire, créant un terreau fertile pour la résurgence du terrorisme. Des offensives armées inconsidérées, comme celle menée tout récemment à Sebha, dans le sud de la Libye, ne font que mettre le feu aux poudres, mettant en danger le processus politique. L'escalade doit cesser immédiatement pour laisser place au dialogue et à la réconciliation nationale. Il est de notre responsabilité de le signifier de toute urgence aux parties libyennes. À cet égard, le rôle des pays voisins de la Libye est précieux pour parvenir à l'apaisement et nous saluons en particulier les efforts de l'Algérie, de l'Égypte et la Tunisie.

Sur le plan politique, ensuite, un consensus se dessine pour que des éléments de l'accord soient amendés afin de rendre les institutions plus efficaces et plus représentatives. C'est un élément positif.

Plusieurs obstacles demeurent toutefois : le gouvernement d'entente nationale, fruit de l'accord de Skhirat, que nous reconnaissons tous, est régulièrement mis en difficulté. Le Parlement, qui tire aujourd'hui sa légitimité de cet accord politique inter-libyen, semble bridé dans ses efforts

en faveur du dialogue. La France dénonce les actions visant à porter atteinte aux institutions issues de Skhirat, qui diminuent les chances de sortir de l'impasse politique.

Dans ce contexte, nous appuyons pleinement l'action des Nations unies pour assurer la médiation entre les Libyens et la coordination de toutes les initiatives régionales et internationales ; nous saluons l'intégration de l'Union européenne dans la Troïka, devenue le «Quartet».

Enfin sur le volet économique, si des progrès ont été accomplis, avec l'adoption du budget 2017 par le Gouvernement d'entente nationale, certains développements appellent à la plus grande vigilance : la compagnie nationale pétrolière, la NOC, seul acteur reconnu, est menacée dans son exploitation pleine et entière du pétrole sous le contrôle du gouvernement d'entente nationale, et tiraillée entre les différents pôles du pouvoir. Les relations entre la Banque centrale et le Gouvernement d'entente nationale restent difficiles, bien que le «dialogue économique» travaille à les rendre plus fluides. Il est essentiel de préserver les institutions économiques et financières et de s'assurer qu'elles agissent sous le contrôle du gouvernement. L'argent du pétrole doit aller à la construction de l'État, au service de la population et de sa prospérité, non au financement d'une économie de guerre et des trafics en tout genre.

Par ailleurs, je souhaiterais aller dans le sens du rapport du Secrétaire général pour dénoncer la traite des êtres humains en Libye. Nous appelons les autorités libyennes à tout mettre en oeuvre pour que les migrants soient traités dignement sur leur sol. Il s'agit là d'une priorité en matière de protection et de promotion des droits de l'Homme et de lutte contre la criminalité organisée.

Dans ce contexte, Madame la Présidente, quelles sont les voies de sortie de crise ? Un engagement réaffirmé de la communauté internationale est indispensable et urgent et cela autour de trois axes complémentaires.

Premier axe : comme nous n'avons eu de cesse de l'affirmer, la solution au conflit libyen ne peut être que politique. Rappelons-nous que la logique de l'accord de Skhirat est celle de l'entente entre les forces politiques libyennes, à l'exclusion des terroristes, autour d'un nouveau modèle de répartition du pouvoir. C'est donc le choix du dialogue et le refus des armes. Dans ce cadre, ceux qui recourent aux armes plutôt qu'au dialogue et qui minent tout espoir de stabilisation et de paix doivent être désignés.

Nous devons donc réaffirmer notre appui collectif, sous l'égide des Nations unies, à la révision concertée de l'accord politique libyen. Nous encourageons, à ce titre, le dialogue entre le Conseil présidentiel, le Parlement de Tobrouk et le Conseil d'État afin que chacun trouve sa place. Nous convergeons autour de cette table sur ce constat, et nous le faisons je crois de plus en plus. Les pays voisins, en particulier l'Égypte, l'Algérie et la Tunisie multiplient les efforts pour parvenir à un compromis politique en soutien à la médiation onusienne. Nous saluons à nouveau ces efforts importants.

Deuxième axe : il revient à ce Conseil de veiller au maintien, au respect effectif et au renforcement des mécanismes d'action du Conseil relatifs à l'embargo sur les armes que nous

avons mis en place, et à la lutte contre les exportations illicites de pétrole, dans la continuité des résolutions que nous avons adoptées. Je tiens à remercier à cet égard la présidence suédoise du Comité de sanctions pour la Libye pour son travail remarquable. Les ressources pétrolières de la Libye doivent rester sous le contrôle exclusif du gouvernement d'entente nationale et de la compagnie pétrolière nationale de Tripoli, pour le bénéfice de tous les Libyens. Nous devons collectivement faire preuve d'une grande vigilance pour éviter toute exportation illicite de pétrole, sous toutes ses formes.

Nous saluons la décision du Conseil présidentiel de nommer le ministre des affaires étrangères du Gouvernement d'entente nationale, M. Mohammed Siyala, point focal de la Libye pour les demandes d'exemptions à l'embargo au profit du GEN.

Enfin, troisième axe, le conseil de sécurité des Nations unies doit mettre toute son autorité dans la balance pour encourager les Libyens à s'entendre. À ce titre, je tiens à saluer pleinement le travail du Représentant spécial et à encourager l'action des Nations unies et du Secrétaire général des Nations unies sur le dossier, essentiels pour redonner une impulsion au processus politique et coordonner les efforts diplomatiques. Face à l'ampleur des défis actuels, l'unité de la communauté internationale et le rôle moteur des Nations unies, avec des propositions nouvelles, est plus que jamais nécessaire.

Le moment est donc venu pour un engagement renforcé et renouvelé des Nations unies, qui revêt aujourd'hui un caractère d'urgence. Sachons assumer ensemble nos responsabilités.

Je vous remercie./.